



# POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET LES SERVICES PUBLICS, UN 9 MAI DE COMBAT !

P  
R  
O  
J  
E  
T  
L  
O  
I  
F  
O  
N  
C  
T  
I  
O  
N  
P  
U  
B  
L  
I  
Q  
U  
E

**L**e projet de loi fonction publique va détruire la fonction publique et plus généralement les services publics. On assiste ainsi à une vaste opération de restructurations, déstructurations, externalisations, privatisations et abandons de missions renclenchée avec Action publique 2022. Le tout bien sûr avec toujours moins d'emplois (même si Macron a annoncé revenir sur les 120 000 suppressions programmées sur le quinquennat), toujours plus de coupes budgétaires (60 Mds€).

**Les services publics dépeçés, privatisés ? C'est non !** Réduire les services publics à leur plus simple expression, c'est ce que veut le gouvernement. Quitte à s'en débarrasser complètement. Et quand le président Macron annonce le déploiement de nouvelles maisons de services au public relookées en « Maisons France Service », ce ne sont en fait que de piètres substituts aux disparitions de services publics.

**Pour Solidaires, le développement des services publics, c'est oui !** Ils génèrent redistribution des richesses et cohésion sociale. Solidaires revendique le maintien du maillage territorial des services publics en zone rurale, de nouvelles implantations dans les zones urbaines notamment de banlieue, pour une accessibilité de tou-te-s.

**Les agent-e-s publics, des pions à déplacer, avec toujours moins de droits ? C'est non !** Le gouvernement organise la mobilité forcée. Les fonctionnaires pourront désormais être détaché-e-s d'office pour suivre une mission externalisée ou privatisée. Les CAP sont, elles, vidées de leurs compétences (mutations, promotions...). C'est l'arbitraire à tous les niveaux.

**Pour Solidaires, c'est oui à des règles de gestion transparentes et égales pour tou-te-s, mises en oeuvre dans le cadre des CAP, avec des compétences élargies.**

**Le contrat individuel en lieu et place du statut ? C'est non !** Le contrat ouvre les vannes d'un recrutement clientéliste, qu'il soit politique ou relationnel. L'objectif : que l'employeur puisse recruter qui il veut, comme il veut, s'en débarrasser quand il veut ! Et c'est à la généralisation du contrat qu'on assiste alors qu'il y a déjà 1 280 000 contractuel-le-s dans la fonction publique. Pour Solidaires, c'est non, à la précarité !

**Pour Solidaires, c'est oui au statut général de la fonction publique** dans l'intérêt général de la population, pour une réalisation des missions de manière objective et impartiale. Et c'est oui à des plans de titularisation massifs des contractuel-le-s pour moins de précarité. Et oui au concours pour un recrutement non discriminant.

Le gouvernement supprime les CHSCT et les CT pour les fusionner et réduit ainsi les lieux de défense des conditions de travail et de prévention des risques psycho-sociaux.

**Pour Solidaires, c'est oui à l'amélioration des conditions de travail et c'est oui au maintien et au renforcement des prérogatives et attributions des CHSCT, pour la défense de tou-te-s.**

**Travailler plus pour gagner moins dans la fonction publique ? C'est non !**

Le gouvernement veut mettre en place la rémunération individualisée et au mérite. C'est non !

**Pour Solidaires, c'est oui au partage du travail et au recrutement de fonctionnaires.**

Le gouvernement organise la paupérisation de la fonction publique. Nous ne le laisserons pas faire !

**Pour une fonction publique forte et indépendante au service de la population.**

**Pour les services publics**

**RETRAIT DU PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE !**

**TOUTES ET TOUS, PARTOUT, EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 9 MAI !**

**10H - PLACE BELLECOUR**



## Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai prochain

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-e-s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, revendiquent l'augmentation de la valeur du point d'indice afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, la suppression du jour de carence et rappellent leur opposition aux 120 000 nouvelles suppressions de postes annoncées.

A de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont mis sur la table des propositions alternatives.

Poursuivant leur politique, toujours sans tenir grand compte des organisations syndicales représentatives, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de *transformation de la fonction publique* dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-le-s, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment. Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives ni sécurisation des parcours professionnels n'est envisagé pour les contractuel-le-s pas plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation. De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de *transformation de la fonction publique*, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée.

Pour dire non au projet de loi de *transformation de la fonction publique* et pour demander au gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation.

**JEUDI 9 MAI**  
**MANIFESTATION À LYON 10H PLACE BELLECOUR**

(en direction de la Préfecture où une audience a été demandée)